

L'opposition de M. Cameron à la désignation de M. Juncker a crispé les Européens.

Certains y voient une énième preuve de la mauvaise volonté britannique à l'égard de l'Union.

D'autres insistent sur l'importance d'y maintenir Londres.

L'Union européenne peut-elle se passer de la Grande-Bretagne ?

Oui

■ Les Anglais ne veulent à aucun prix d'une entité européenne unifiée politiquement, diplomatiquement et militairement. Or les circonstances actuelles l'imposent. Les Britanniques doivent donc s'en aller. Ne me faites pas dire qu'il n'y a pas un prix à payer car ce sera à coup sûr difficile, mais c'est une absolue nécessité pour une réémergence politique de l'Europe.

T. ORBA

MICHEL ROCARD

Ancien Premier ministre français (1988-1991).
Ancien député européen (1994-2009).

"Je suis très attaché à la Grande-Bretagne, mais pas au prix de se tromper d'histoire. Leur histoire n'est pas la nôtre."

Les Britanniques seraient de plus en plus nombreux à souhaiter voir leur pays quitter l'Union européenne. Dans une tribune publiée début juin, vous avez également souhaité leur départ. Pourquoi ?

Notre dette envers la Grande-Bretagne est extrême. C'est le pays qui a inventé la démocratie et les droits de l'homme, qui a eu le courage de tenir en attendant l'entrée en guerre de la Russie et des Etats-Unis. Sans elle, nous serions encore sous la coupe d'un système totalitaire. Ils sont nombreux à écrire que sans elle l'Europe serait affaiblie. La Grande-Bretagne est membre du Conseil de sécurité. Elle a l'arme nucléaire. La City est aussi la plus importante place financière d'Europe. Je crois en effet à un affaiblissement, mais ce n'est pas le problème. Le problème, c'est que la Grande-Bretagne est étrangère au destin des nations continentales de l'Europe.

C'est-à-dire ?

L'Europe est le cas unique où quinze communautés linguistiques ont empêché la constitution d'un empire central comme on a pu en connaître en Chine, en Inde, chez les Incas ou les Aztèques. Nos communautés linguistiques ont résisté les unes aux autres par des guerres depuis un millénaire. Or, l'île britannique n'a pas connu ça. Depuis Guillaume le Conquérant en 1066, elle n'a jamais été envahie ou vaincue. Le modèle mondial que la Grande-Bretagne a en tête est un modèle soudé par la mer et où on parle anglais. Elle a horreur du continent parce qu'il ne lui a apporté que des menaces, des épidémies et des guerres. Voilà ce que les petits Anglais apprennent à l'école.

Dès lors, pourquoi les Britanniques ont-ils demandé à intégrer l'Union européenne dès 1961 ?

L'unification de l'Europe est un vieux rêve devenu nécessité après la Seconde Guerre mondiale. Les pères de l'Europe se sont souvenus qu'aucun parlement n'est jamais élu pour abaisser le drapeau. Ils ont donc décidé de faire l'Europe grâce à l'économie. C'est le Marché commun qui a intéressé les Britanniques et ils se sont montrés efficaces. Ils ont été les plus rapides pour intégrer les règles européennes dans leur droit national. Ils ont permis l'Acte unique parce que c'était la fin du commerce entre nous. Ils ont souvent été décisifs. C'est un pays extraordinaire et souvent mieux géré que les autres. Mais ce n'est pas pour ce motif qu'on voulait faire l'Europe !

Ont-ils vidé le projet européen initial de sa substance ?

L'Angleterre ne veut à aucun prix d'une entité politiquement, diplomatiquement et militairement unifiée. Pourtant, les circonstances actuelles, notamment au Moyen-Orient, l'appellent. Quoi qu'il en coûte, et même si ça nous affaiblira et posera des problèmes de reconversion, il faut relancer la construction européenne et le faire sans les Anglais. Ils doivent s'en aller. Depuis leur entrée voici plus de 40 ans, l'Europe politique a cessé d'exister au contraire de l'Europe économique qui est parvenue à créer le plus grand marché de consommation du monde et devenir le premier exportateur de la planète. Ce n'est pas rien, mais l'Europe doit désormais s'occuper de la diplomatie, de la guerre, de la paix, des droits de l'homme.

Avez-vous des craintes pour l'avenir de cette Europe ?

Je n'ai pas peur puisqu'elle est déjà morte ! L'Europe ne peut renaître politiquement que si la Grande-Bretagne commence par s'en aller. Savez-vous que les chefs de l'Europe ne peuvent se réunir qu'avec des ordres du jour négociés ? Or, il suffit que la Grande-Bretagne soit dedans pour qu'on ne puisse pas mettre à l'ordre du jour le renversement politique, diplomatique et militaire de l'Europe. Ça me navre parce que j'aime beaucoup l'Angleterre. J'y suis très attaché, mais pas au prix de se tromper d'histoire. Leur histoire n'est pas la nôtre. Aujourd'hui, l'enjeu c'est le commerce. Nous allons devoir négocier avec la Chine, l'Inde, le Japon, les Etats-Unis, le Brésil, etc. Comment voulez-vous que les Chinois identifient le Luxembourg, le Portugal ou même la France et l'Allemagne ? C'est trop petit pour eux. On a besoin d'un géant qui puisse parler d'une voix sur le plan politique, diplomatique et au besoin militaire. Et

Non

ça, l'Angleterre ne le veut à aucun prix.

Faut-il cesser toute collaboration avec les Britanniques ?

Non. Il peut y avoir une collaboration sous une autre forme. Même dehors, les Anglais sont nos plus proches alliés parce que nous avons quantité d'intérêts communs de par le monde.

Entretien : Charles Van Dievoort

■ Il n'est pas bon qu'il existe un directoire incarné par un seul Etat membre, parce que la richesse du débat vient de la diversité des points de vue. Et donc, la position britannique est susceptible de contrebalancer celle de l'Allemagne. Evitons de caricaturer les choses en pointant systématiquement la "mauvaise" Grande-Bretagne face aux "bons" Allemands et Français.

PHILIPPE LAMBERTS

Député européen (Ecolo) ; co-président du groupe des Verts.

"Les Conservateurs sont plus vulnérables à la surenchère de l'Ukip très fortement eurosceptique, mais les Travaillistes se gardent bien d'intervenir, dans la mesure où le débat est devenu si irrationnel qu'il n'est plus possible d'évoquer l'Europe d'une manière non agressive."

Il existe manifestement un courant de plus en plus important en Grande-Bretagne pour que le pays quitte à court ou moyen terme l'Union européenne. Serait-ce grave pour cette dernière ?

Ce serait effectivement grave pour l'Union de perdre un de ses membres aussi important, à la fois démographiquement et économiquement. L'Union ne pèsera dans les affaires mondiales que si elle est unie, et donc le départ de la Grande-Bretagne serait un premier germe de division au sein de l'Europe. Je ne le souhaite pas. Ceci dit, ce ne serait pas non plus une bonne affaire pour les Britanniques eux-mêmes qui, s'ils veulent garder un accès au Marché intérieur, devront de toute façon continuer à appliquer le droit européen, sans siéger à la table où ce droit s'écrit. Ce serait une très mauvaise affaire pour eux, du fait que leur économie est très fortement intégrée à celle de l'Union européenne.

Londres n'est-il pas devenu marginal dans le processus de décision européen ?

Pas du tout. C'est effectivement une question primordiale pour les rapports de force à l'intérieur de l'Union. Tout le monde a pu observer qu'à la faveur de la crise, la capitale européenne s'est déplacée dans les faits de Bruxelles à Berlin et que c'est aujourd'hui l'Allemagne, seule, qui donne le ton. Or, il n'est pas bon qu'il existe

un directoire incarné par un seul Etat membre (même la France, autrefois en duopole, a quasiment disparu des écrans aujourd'hui) parce que la richesse du débat vient de la diversité des points de vue. Et donc, la position britannique est susceptible de contrebalancer celle de l'Allemagne.

Depuis son adhésion en 1972, la Grande-Bretagne a toujours tiré la jambe à l'égard de la Communauté, puis de l'Union. Cela n'en fait-il pas un partenaire peu fiable pour les autres membres ?

C'est en tout cas un partenaire important lorsqu'il évolue dans le cadre de l'Union. Il est clair qu'il a tendance à être moins "intégrationniste" que certains autres mais l'euroscepticisme n'est pas l'apanage des seuls Britanniques. D'ailleurs, on ne dit pas assez sou-

vent que la Grande-Bretagne est en pointe sur certains sujets. Dans le dossier de la régulation bancaire, par exemple, à l'exception de la limitation des bonus, c'est Londres qui s'est montrée la plus ambitieuse, alors que l'Allemagne et la France tiraient la jambe parce qu'elles défendent en fait leurs grands champions nationaux. On a donc souvent une vue faussée du rôle réel des Britanniques. C'est en allant voir, dossier par dossier, qu'on s'aperçoit qu'ils ne sont pas les plus retardataires en termes de régulation. Evitons donc de caricaturer les choses en pointant systématiquement la "mauvaise" Grande-Bretagne face aux "bons" Allemands et Français.

Dans cette affaire de désignation, on voit bien que Cameron joue autant sur la scène intérieure que sur celle de l'Europe. Est-il encore possible en Grande-Bretagne d'être proeuropéen, que l'on soit dans les camps conservateur ou travailliste ?

Pour l'instant, les Conservateurs sont plus vulnérables à la surenchère de l'Ukip très fortement eurosceptique. Mais les Travaillistes se gardent bien d'intervenir, dans la mesure où le débat est devenu si irrationnel dans les médias et l'opinion qu'il n'est plus possible d'évoquer l'Europe d'une manière non agressive. Il est cependant clair que c'est Cameron qui a mis son pays dans une position de grande faiblesse, dès l'instant où il a refusé de se joindre aux discussions sur la gouvernance économique européenne.

Pour garder la Grande-Bretagne dans l'Union, ce que vous souhaitez manifestement, faut-il s'aplatir systématiquement pour l'amadouer ?

Trois fois non. On sait très bien, par exemple, que la Grande-Bretagne voudrait, au prix de son maintien dans l'Union, être exemptée des règles de régulation financière. Mais c'est inacceptable. Le premier centre fi-

nancier de l'Union européenne, c'est Londres. Lui donner la possibilité de se mettre en marge de Bruxelles sur ces questions nuirait gravement à tout le reste de l'Union européenne.

Entretien : Jean-Paul Duchâteau